

# TABLE DES MATIÈRES

Remerciements.....	XI
Introduction .....	1

## **PARTIE 1** **CONFLUENCE DES SAVOIRS**

Une « société du savoir », dites-vous ! Laquelle au juste ? .....	19
<i>Gilles Bibeau</i>	
Imaginaire « globalitaire » de la diversité ? .....	45
<i>Philippe Pierre</i>	
L'immigration dans le contexte de la mondialisation peut-elle contribuer au vrai dialogue de cultures ? .....	69
<i>Ivon Mingashang</i>	
Construire son identité canadienne par-delà sa minorité : un point de vue « bergérien » .....	99
<i>Isaac Nizigama</i>	
Éducation, savoirs, citoyenneté .....	117
<i>Étienne Haché</i>	
L'identité ethnique au service de l'inclusion politique .....	141
<i>Anatole Fogou</i>	

**PARTIE 2**  
**PRATIQUES COMMUNAUTAIRES**

L'expérience du dialogue : la table ronde itinérante des francophones et des Métis de l'Ouest canadien.....	173
<i>Peter Dorrington et Dominique Sarny</i>	
Pour une structuration institutionnelle de l'inclusion : des éléments de convergences collectives .....	195
<i>Paul Dubé</i>	
Pour une adaptation culturelle des services de santé en milieu canadien .....	213
<i>Mamadou Ka</i>	
Les enquêtes spatialisées comme pratique de recherche participante .....	229
<i>Betty Rouland</i>	
L'intégration des nouveaux arrivants de l'Afrique noire au sein de la communauté franco-albertaine : un gouffre à combler .....	253
<i>Alain Nogue</i>	
L'émergence d'une communauté plurielle : une étude de cas en leadership et en partenariat.....	259
<i>Denis Perreux</i>	
L'inclusion communautaire au cœur de l'action.....	267
<i>Georges Bahaya</i>	
Nos défis et nos pratiques dans l'offre d'un service d'emploi aux nouveaux arrivants à Edmonton.....	273
<i>Kayijuka Rukabuza et Marcelline Forestier</i>	

**PARTIE 3**  
**SAVOIRS ET PRATIQUES EN ÉDUCATION**

Intégrer les élèves issus de l'immigration à l'école québécoise.....	287
<i>Marilyn Steinbach</i>	
La présence des immigrants à l'école : les enseignants albertains sont-ils bien outillés? .....	301
<i>Malanga-Georges Liboy</i>	
<i>Paulin Mulatris</i>	
Vers une praxis critique de l'interculturel en éducation.....	321
<i>Marianne Jacquet</i>	
Développement et promotion de la compétence interculturelle en milieu universitaire .....	337
<i>Jean-Jacques Defert</i>	
Le jumelage comme modalité d'intégration linguistique et culturelle des nouveaux arrivants allophones au Québec .....	357
<i>Valérie Amireault</i>	
L'école publique Gabrielle-Roy : expériences vécues dans l'accueil des nouveaux arrivants .....	373
<i>Jean-Daniel Tremblay</i>	
Rien ne sert de courir ; il faut partir à point! .....	381
<i>Christiane Laroche</i>	
Nécessité de nous unir dans l'apprentissage de nos jeunes à l'école .....	389
<i>Ladan Omar</i>	
Notices biographiques des auteurs.....	395



## REMERCIEMENTS

**L**a tenue du colloque « Transferts des savoirs, savoirs des pratiques : production et mobilisation des savoirs pour une communauté inclusive », organisé en octobre 2012 au Campus Saint-Jean (Université de l'Alberta) par le Groupe de recherche sur l'inter/transculturalité et immigration (GRITI), ainsi que la publication du présent ouvrage n'auraient pu avoir lieu sans le concours de nombreuses personnes et organismes que nous souhaitons remercier ici.

Nous exprimons d'abord notre sincère gratitude à : Marc Arnal, doyen du Campus Saint-Jean, Georges Bahaya, Boniface Bahi, Gérard Bissonnette, Donald Ipperciel, Dustin McNichol, Alain Nogue, Malaïka Ogandaga, Mary Richards, Jean-Daniel Tremblay et Emmanuelle Yellowbird. Leur expertise et leur engagement ont été indispensables au succès de ce colloque.

Nous adressons un merci spécial pour leur précieux apport à nos conférenciers invités, Gilles Bibeau, Philippe Pierre et Michèle Vatz-Laaroussi.

Nos partenaires locaux ont aussi grandement contribué au succès du colloque, par leur appui financier et par la mobilisation de leurs membres. Qu'ils en soient remerciés chaleureusement ici :

- le Campus Saint-Jean et l'Université de l'Alberta
- le Secrétariat francophone de l'Alberta
- le Gouvernement de l'Alberta (le Ministère de l'éducation française)

- le Centre d'accueil et d'établissement du Nord de l'Alberta (CAÉ)
- Accès Emploi
- le Conseil de développement économique de l'Alberta (CDÉA)
- l'Association canadienne française de l'Alberta (ACFA)

Nous voudrions enfin souligner l'importante contribution financière du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) sans laquelle ni le colloque ni la publication du présent ouvrage n'auraient été possibles.

Anne Boerger

Paul Dubé

Paulin Mulatris

## INTRODUCTION

Depuis quelques années, la médiatisation de la réalité de la migration comme une donnée récurrente de nos sociétés remet constamment à l'ordre du jour les enjeux relatifs à la coexistence des populations aux trajectoires culturelles et historiques de plus en plus différentes. Ces enjeux ouvrent un espace de réflexions et d'actions qui attire tant les chercheurs universitaires que les hommes et les femmes de terrain diversement soucieux de relever ces défis de notre temps auxquels ils sont confrontés sur tous les continents. Si les initiatives et démarches de ces deux groupes d'acteurs ne sont pas en soi concurrentes, elles soulèvent des questions importantes quant aux transferts nécessaires et possibles entre savoirs théoriques et savoirs pratiques : dans quelle mesure le chemin des chercheurs universitaires rencontre-t-il celui des praticiens ? Le partage des savoirs entre théoriciens (chercheurs) et praticiens a-t-il vraiment lieu ? Jusqu'à quel point la recherche alimente-t-elle le travail de terrain et, inversement, celui-ci inspire-t-il la réflexion des chercheurs ? Quelques constats empiriques semblent indiquer qu'un écart, maintenu par des objectifs différents et un langage particulier à chacun, subsisterait entre les deux groupes.

Partant de ce constat, le Groupe de recherche sur l'inter/transculturalité et immigration (GRITI), basé au Campus Saint-Jean (Université de l'Alberta), a organisé en octobre 2012 un colloque international avec l'objectif de contribuer à réduire cette distance en créant un rapport dialectique réflexion/action entre théoriciens et praticiens, de sorte que celui-ci s'établisse en paradigme pour favoriser le transfert de connaissances vers des pratiques appelées elles-mêmes à être objectivées. Puisque, comme l'affirmait Henri Wallon dès 1942, «la pensée naît de l'action pour retourner à l'action<sup>1</sup>», cet échange visait à produire et à mobiliser des connaissances et des pratiques permettant de redéfinir les modes

---

1. Henri Wallon, *De l'acte à la pensée*, Paris, Flammarion, 1942.

d'inclusion dans les communautés transformées par l'im/migration, et ultimement, les rapports entre les « communautés culturelles » et les sociétés d'accueil, notamment quant à la question de l'identité, des imaginaires collectifs, des nouvelles symboliques, des valeurs communes à développer et autres.

Pour atteindre cet objectif, les organisateurs du colloque se sont efforcés de créer un espace favorable à l'échange, notamment en incluant, à égale représentation, universitaires et praticiens et en engageant, à la clôture de chaque session, des métadiscussions permettant une vraie rencontre entre savoirs théoriques et savoirs pratiques. Les contributions pluridisciplinaires des participants ont donné lieu à d'intenses échanges et à des réflexions riches, au croisement des savoirs, des disciplines et de trois continents (Amérique, Europe et Afrique).

Cet esprit de rencontre entre savoirs et pratiques a présidé à la sélection et à la structuration des textes publiés dans le présent ouvrage puisque l'on y trouve tant des articles scientifiques que des témoignages et des expériences de terrain. Les vingt-deux textes sélectionnés ont été regroupés en trois parties, reflétant les orientations majeures du colloque : confluence des savoirs, pratiques et expériences communautaires et enfin, savoirs et pratiques en éducation.

## **PARTIE 1. CONFLUENCE DES SAVOIRS**

Dans un ensemble de réflexions plus générales sur le savoir, la mobilité, les enjeux sociopolitiques et la reconfiguration identitaire, la première partie du livre dresse un cadre pour des analyses plus contextualisées dans les parties suivantes.

La réflexion à laquelle Gilles Bibeau nous invite s'organise autour de la notion de « société du savoir » et des implications qui en découlent tant du point de vue du mode de production et de partage des savoirs que des considérations éthicopolitiques touchant nos sociétés. Sur un plan formel et épistémologique, Bibeau rappelle le caractère désuet des traditionnelles querelles de chapelles entre sciences de la nature et sciences de l'homme. Si ces querelles persistent, du côté des sciences dites humaines et sociales, elles ont simplement l'avantage de nous pousser à prendre conscience du fait qu'elles constituent « un espace de réflexion autour d'une question philosophique (...), la part d'humain existant dans l'Homme ». Aujourd'hui, les débats sur la mondialisation et ses conséquences (mobilité, biodiversité, coexistence des religions, enjeux éthiques et de justice, etc.) figurent à l'agenda de cet espace réflexif. Ces multiples



défis forcent les chercheurs non seulement à «imaginer» des formes nouvelles de coexistence mais surtout à sortir de leur mutisme et du monisme économique ambiant, c'est-à-dire «à déployer les capacités de production de connaissances alternatives» et à aider notre temps à se distancier d'une géométrisation rationnelle qui réduit le monde et les relations humaines au mesurable. Cette emprise du mesurable hante les milieux universitaires souvent tentés de disqualifier les savoirs traditionnels, et surtout, ceux de souche non occidentale. Comment alors articuler l'idée de la démocratie tant soulignée par les sociétés occidentales par rapport à un accès collectif et inclusif aux savoirs ordinaires ou savants. On ne peut y arriver qu'en revenant d'abord à une intuition de base : l'homme – homo, humus (terre) – est un être enraciné sur un territoire. Il est autochtone d'un espace particulier à partir duquel, comme esprit (*mens*), il s'élève et devient biologiquement, géographiquement et culturellement mobile. Historisation, mythologisation, symbolisation de son mode de vie n'ont été que différentes façons de marquer cet enracinement avant que la migration ne vienne davantage complexifier son potentiel imaginatif ; car si l'homme a codifié son monde, les codes inventés l'ont à leur tour conditionné et fabriqué. Bibeau le rappelle : «La langue que (l'homme) a fabriquée le construit à son tour.». Les taxonomies/taxinomies permettant de différencier, de classifier et de hiérarchiser le monde et les autres sont des astuces auxquelles il s'accroche pour se dérober à la peur de sa propre imagination. Ensuite, faut-il aussi saisir, dans le domaine des sciences humaines et sociales, les incohérences d'une idée du savoir conçu en marge des considérations éthiques et politiques touchant les enjeux de justice, de liberté et d'égalité, d'empathie et de solidarité. Au fond, pour éviter de sombrer dans une «misère intellectuelle» – cette sorte de pensée douce et conciliante, désocialisée et déradicalisée des intellectuels «patentés» qui assistent impassibles aux enjeux d'inégalité et d'injustices empêchant des pratiques d'inclusion – le scientifique est appelé à opérer une jonction de l'objectif à la dimension subjective des histoires de vie qui en fournissent une clé de compréhension.

Cette disjonction entre la face apparente des choses et la dimension subjective est davantage observable dans la façon dont on tente, de plus en plus, de caractériser l'identité des professionnels dans des firmes multinationales. La mobilité professionnelle est un acte qui concerne des individus ou plutôt, comme Philippe Pierre le propose, «des sujet(s) porteur(s) de désirs et de souffrances» et de savoirs qui sont, en fait, le mobile principal de leurs déplacements. Le parcours international exige

de leur part des stratégies identitaires (bricolage) appelant ces migrants professionnels à constamment s'adapter à plusieurs mondes vécus, à les reconfigurer ou à faire le pont entre ceux-ci. À ce niveau peuvent s'opérer des frictions temporelles et spatiales, car des questionnements de soi culturel ou ethnique reviennent toujours en sourdine sous l'apparente homogénéité d'une identité de cadre exigée et partagée avec des collègues. Ainsi, sous l'hyperadaptabilité (homogénéité) des cadres migrants valorisée par les milieux entrepreneuriaux multinationaux se profilent des allégeances culturelles incitant plutôt à penser à des pluri-appartenances. Ce paradoxe qui jouxte la vie-propre à la vie-en-entreprise amène à se questionner sur l'imaginaire globalitaire en sa volonté de reproduire un type d'homme neuf, ce *go-between* ou homme caméléon, dotée d'une certaine plasticité, prémuni du chauvinisme et qui se tiendrait loin de tout ancrage culturel. Comprendre ce paradoxe vécu indique que l'interculturalité est avant tout l'épreuve d'une pluralité vécue en soi-même avant d'être une expérience de la rencontre réelle de l'autre. Ne s'agit-il pas ici, comme il est mentionné ci-dessus, de ces astuces utilisées pour se dérober à notre capacité imaginative ? Philippe Pierre le rappelle : « L'unification des représentations ne permet (...) pas de comprendre et de prendre en compte dans le management interculturel les sentiments d'anxiété et d'incertitude ainsi que le doute existentiel qui peuvent naître de la mobilité géographique ». La volonté d'homogénéiser les cadres internationaux concourt à une motivation inavouée : la dépréciation de l'étranger en eux.

Cette relégation de la différence à une zone interne, comme nous l'indique Ivon Mingashang, n'est probablement qu'un épiphénomène des stéréotypes ou préjugés auxquels l'immigrant fait de plus en plus face dans notre temps. Nos sociétés contemporaines, mondialisées, sont en train de s'organiser autour d'un autre aspect de cet « imaginaire collectif investi (...) par un chômage de plus en plus grandissant d'une partie de la population, ainsi que les affres de la criminalité sous plusieurs décors ». En fait, ces défis se posent en obstacle à une insterstructuration des cultures. Dans ce contexte, les inégalités et les injustices sont parfois culturalisées et ont tendance à être rationalisées sous des discours politiques tendancieux et électoralistes. De fausses associations (immigration/criminalité/chômage/intégrisme religieux, etc.) sont manipulées au grand dam des principes de base fortement revendiqués par les sociétés démocratiques. Comment, dans un tel contexte, penser les notions d'intégration sociale, d'inclusion ? Ne faisons-nous pas face ici à un autre paradoxe de nos sociétés qui prônent l'ouverture mais s'évertuent par

ailleurs à ériger des forteresses identitaires? Nos États ne sont-ils pas finalement des lieux de contention? Les déplacements d'une catégorie d'individus – ceux venant de l'hémisphère sud de notre planète – sont régulés alors que sous l'aspect économique, les grands pôles économiques du nord défendent bec et ongle l'idée d'une dérégulation. Les frontières culturelles ne sont-elles pas en train de tracer subrepticement les limites de la liberté de circuler?

Bien plus que cela, elles contribuent, selon Isaac Nizigama, à définir les nouvelles cartes raciales par un entrecroisement de plusieurs aspects sociaux : origine géographique, pouvoirs économiques et quartiers habités, etc. dans les pays d'immigration. Une interstructuration des cultures, comme le souhaite Mingashang, ne peut être imaginée qu'à partir d'une démarche réaliste et individualiste prenant en compte les vécus et les significations projetées par les migrants de notre temps. Une des leçons à tirer de la vague de migration sud-nord, nous rappelle Nizigama, est que la plupart de ces migrants viennent de pays marqués par une histoire coloniale faite de souffrances et par une réalité économique désastreuse auxquelles le nord a fortement contribué. Et leur accueil dans les pays d'arrivée n'a pas toujours été des plus ouverts. Au Canada, par exemple, l'histoire sociopolitique témoigne d'un racisme qui a longtemps caractérisé les politiques d'immigration par rapport aux ressortissants de quelques coins du monde (Afrique, Asie, etc.). Même si ces politiques ont évolué, quelques vestiges demeurent encore sous forme de lapsus dans les pratiques sociales canadiennes. Il faut en prendre conscience et constamment déconstruire la boîte à outils des études sur l'immigration. Le propos d'une démarche réaliste et individualiste serait de faire prendre conscience aux uns et aux autres qu'une démarche d'intégration sociale ne saurait être que progressive ; elle relève de la dialectique sociale dans la mesure où toute action est transformante en même temps qu'elle est conditionnée par les formes sédimentées des actes passés. La dialectique sociale est ainsi une remise en question perpétuelle de soi et de son environnement de vie. Elle met en jeu des savoirs et des valeurs permettant de parvenir à une reconstruction de soi. L'exemple le plus éloquent proposé est celui des apprentissages linguistiques nécessaires à une intégration sociale réussie au Canada.

Mais on ne peut pas tenir les notions de savoir ou de société de savoirs pour acquises en négligeant les mécanismes qui conduisent à produire tant soit peu de telles déterminations pour les sociétés de notre temps, c'est-à-dire l'éducation. Plusieurs des paradoxes (démocratie/rapports non inclusifs au savoir, sociétés ouvertes/forteresses identitaires,

vie-propre/vie-en-entreprise etc.) relevés dans cette partie y renvoient de quelque façon. Quelle approche de transmission des savoirs permettrait à nos contemporains de savoir conjuguer la complexité croissante de nos sociétés et des règles de fonctionnement qui les régissent avec l'idée d'un monde ouvert ou d'espaces de vie à prétention démocratique ? S'appuyant sur la philosophie de l'éducation de Rousseau et de Dewey, et celle de Platon à travers la figure de Socrate, Étienne Haché propose de saisir dans le concept d'éducation, une visée fondamentale : la formation à la citoyenneté. Il s'agirait d'une visée identitaire à la fois subjective et pluridimensionnelle nous renvoyant toujours à l'autre, du fait même de la multiplicité d'aspects qui nous caractérise : identité sexuelle, identité culturelle, etc. En ce sens si l'éducation est une transmission de savoir, celle-ci ne peut s'opérer qu'en saisissant inchoativement la multiplicité de perspectives, déterminants essentiels de l'idée de la citoyenneté ; car une finalité de la société est toujours à l'œuvre à travers la finalité individuelle (intérêt) recherchée par l'apprenant. Ce jeu du soi et de l'autre dans le processus éducatif n'est possible que parce que libre, pratique, critique et donc responsable. Comme tel, il sous-entend un questionnement constant sur le sens, les valeurs, les préjugés entourant la rencontre de l'autre et la découverte du monde.

Ne s'agit-il pas ici de ce qu'Anatole Fogou nomme « acculturation volontaire » dans son analyse des enjeux de l'inclusion communautaire et politique dans le contexte de la société camerounaise ? En effet, Fogou mentionne l'importance à la fois de dépasser les identités ethniques et « de ne pas en faire le critère exclusif de la participation politique » pour construire un vivre-ensemble, et ce, peu importe les conceptions du lien politique défini. Le point de départ d'une telle démarche est de retenir le caractère dynamique, relatif et dialogique des identités. Plus pratiquement, il s'agit d'envisager la cohabitation, les échanges interculturels comme des occasions d'affadissement des frontières identitaires. De telles occasions laisseraient l'individu face à des choix cruciaux : séparation, assimilation, intégration ou marginalisation. Prendre ainsi le chemin des échanges, c'est emprunter une voie qui met au cœur du processus socio-politique l'idée de la reconnaissance assortie d'un devoir d'hospitalité vis-à-vis des cultures différentes. Cette voie est différente d'une approche jacobine qui privilégierait le vivre-ensemble par rapport aux particularités culturelles. Dans le cas du Cameroun, par exemple, des réponses ethnopolitiques ont été développées depuis l'aube de l'indépendance du pays pour assurer un équilibre entre l'élément culturel autochtone et le vivre-ensemble au sein de l'État. Même si un tel bricolage a des limites, il

témoigne d'une volonté de trouver une voie médiane entre l'exacerbation des particularités culturelles et l'accentuation d'un centralisme d'État.

## **PARTIE 2. PRATIQUES ET EXPÉRIENCES COMMUNAUTAIRES**

Cette deuxième partie exprime parfaitement par des essais, des analyses et des témoignages/réflexions l'essence même du thème du colloque, soit ces «transferts (par le dialogue) de savoirs (et ces) savoirs de pratiques». Les savoirs que les études produisent émanent à la fois de la théorie et de la pratique, les deux étant souvent combinés comme dans une sorte de courtepointe où ils se côtoient et cohabitent parallèlement. En effet, les huit textes se nourrissent à ces deux sources, les premiers en particulier en tant qu'ils s'inscrivent d'abord dans la recherche universitaire, mais celle-ci faite par des chercheurs préoccupés par le rapport à la communauté dans laquelle ils font figure d'intellectuels engagés. Les derniers œuvrent en sens inverse, ce qui ne les empêche pas de déboucher sur des connaissances mobilisables et donc applicables ailleurs, correspondant ainsi au désir de communication et de partage du colloque. L'objectif ultime de la rencontre, soit le développement d'une communauté inclusive, apparaîtra tout au long des lectures proposées ici qui laissent entendre qu'un projet de société commence à se dessiner...

C'est donc sous le signe du dialogue que les «Tables rondes itinérantes» ont été conçues par Peter Dorrington et Dominique Sarny qui nous proposent à la fois une pratique (de terrain) et une théorie (évolutive) de dialogue interculturel, moins pour résoudre des conflits (qui dans le cas soulevé ici remontent loin dans le temps) que pour établir une démarche authentique pour «mieux se connaître et se comprendre dans le respect et l'appréciation (...) des différences de chaque communauté et des individus». Il ne s'agit pas de «demander ou d'exiger le respect mais de l'offrir», par cette notion de «tolérance active», comme l'appelle Schoefthaler. Les auteurs/initiateurs de ce dialogue, rattaché à une «démarche université-communauté» pour un développement communautaire francophone en milieu minoritaire, expliquent comment ils en sont venus à établir les Tables rondes itinérantes par le contexte de la relation entre francophones et Métis dans l'histoire, relation surtout «inexistante ou conflictuelle» aboutissant au repliement et à l'isolement des deux groupes malgré des pratiques culturelles et des expériences communes à une époque. Après avoir expliqué le fonctionnement de ces tables rondes (la première ayant eu lieu à Regina en 2005), on établit le

principe du dialogue comme *modus operandi* suivi dans l'étude par un exposé des «éléments d'une méthodologie» scientifiquement fondée qui nous fait déboucher sur un modèle plus global, applicable ailleurs, et qui reste très axé sur l'être humain dans sa pratique et son vécu.

De son côté, Paul Dubé reprend l'idée de dialogue en élargissant cependant le nombre et l'origine des groupes compris dans les échanges et en insistant sur la nécessité d'un dialogue structuré dans l'institutionnel pour atteindre l'objectif d'une inclusion réelle. Après avoir posé la question, soit comment développer un sentiment d'appartenance dans un contexte de diversité, et après avoir montré dans un premier temps en passant par Balibar (que «l'individu est institué comme *homo nationalis* par un réseau d'appareil et de pratiques quotidiennes»), et Bourdieu (que les institutions reproduisent les schèmes sociopolitiques dominants), l'auteur tire les conclusions, à savoir que l'inclusion des immigrants doit se faire par le dialogue établi par les réseaux institutionnels, d'une part. D'autre part, et pour compléter l'équation, il s'inspire de Gérard Bouchard quant au développement d'une «culture commune» dont, selon ce dernier, outre l'évidence des «éléments prescriptifs», entre autres, la langue, les valeurs, et les normes inscrites dans la charte, une des deux composantes se construit à partir «de normes ou de modèles correspondant à des valeurs largement partagées mais non codifiées, (...) forgées dans l'histoire, (ayant) un potentiel universalisant (...) grâce au travail combiné de tous les héritages». À partir de ces prémisses, Dubé imagine comment pourrait se construire une culture commune et une identité combinées dans le contexte particulier de la diversité en évoquant dix propositions qui identifient les éléments pouvant participer à la construction de la communauté francophone composite de demain en milieu minoritaire (en avançant par l'implicite que ce genre d'ingénierie sociale est possible dans ces milieux). Parmi celles proposées : une communauté de destin ; la complétude institutionnelle dont jouissent les minorités officielles ; la continuité dans le multiple ; la construction symbolique d'une communauté, et ainsi de suite. Utopie ? Oui, répond l'auteur, si utopie est comprise comme un horizon de possibles...

Mamadou Ka conçoit le dialogue autrement en faisant intervenir pour une «adaptation culturelle des services de santé en milieu canadien» le concours de facteurs multiples et de tous les intervenants eux-mêmes. Les constats habituels de transformations démographiques majeures issues de l'immigration en territoire canadien amènent l'auteur à étudier cette situation complexe (en tant que de nombreux facteurs interviennent) sur les établissements de santé, où il faut, comme il le précise d'entrée de

jeu, des «approches qui permettront de développer (une) adaptation culturelle multidimensionnelle». L'auteur s'arrête sur deux approches, l'une interculturelle et l'autre systémique, qui le conduisent à des considérations comparatives interdisciplinaires pour fonder le modèle qu'il nous proposera en fin de compte, ce dernier accompagné d'une structuration opératoire des intervenants.

Il s'agit moins de dialogue – bien qu'il existe toujours ici aussi – que de l'ébauche d'un modèle dans l'étude de Betty Rouland effectuée par des «enquêtes spatialisées comme pratique de recherche participante». Cette recherche empirique augmentée d'éléments qualitatifs a pour objectif d'étudier l'intégration socio-spatiale de migrants dans un lieu d'accueil précis en se servant d'une méthode basée sur une démarche géographique qui «croise la théorie et la pratique». L'auteure esquisse dans un premier temps une «radiographie des disparités» qui dévoile la répartition des migrants sur le territoire (la province d'Almería dans le sud de l'Espagne) et présente ensuite les deux instruments méthodologiques utilisés pour l'analyse, soit la recherche «participante» (faite en collaboration avec des associations locales) et la «construction d'une enquête spatialisée». Elle termine avec une analyse des premiers résultats qui soulignent les processus d'inégalités et de «sous-intégration» dont sont victimes ces groupes en provenance de l'Afrique. Le développement récent de l'agriculture intensive sous serres dans la province combinée à son lieu géographique exerce un facteur d'attirance migratoire (*pull*) remarquable sur ces populations qui y entrent clandestinement et dont la vulnérabilité socio-économique les pousse à s'installer à proximité des serres et à vivre dans des logements précaires, insalubres et surpeuplés, créant ainsi une «concentration d'exclus». La table est ainsi mise pour une analyse méthodiquement menée (un modèle en soi), aboutissant à des conclusions qui récusent les vieilles logiques explicatives habituelles liées à la communauté et à la culture. De plus, l'étude soulève «les questions de processus de la mondialisation et du monde comme système spatial inégal qui déplace et réorganise les conditions défavorables du migrant».

Les témoignages et réflexions offerts par des membres de la communauté dans cette partie reprennent des éléments des problématiques abordées ci-dessus tout en misant davantage sur le côté pratique et de l'analyse et des échanges donnés comme savoirs objectivables. Alain Nogue indique d'entrée de jeu que tout n'est pas pour le mieux dans le rapport entre les immigrants et la soi-disant communauté d'accueil franco-albertaine. «L'heure est au choix (...), dit l'auteur: s'ouvrir et se

réinventer ou mourir», précisant que ses «propos émanent» de sa longue expérience de personne profondément engagée dans la communauté. Il constate l'existence d'un «fort courant réactionnaire» dans la communauté d'accueil interpellée par la nouvelle diversité démographique et culturelle du milieu. Après avoir étudié brièvement ce rapport, Nogue se penche sur les causes de «l'échec du dialogue interculturel dans le milieu», et termine son exposé en proposant des solutions. On y trouve des composantes et des étapes que toutes les communautés francophones minoritaires ont connues : l'époque de l'homogénéité et de l'étanchéité de sa population, les réseaux institutionnels, les forces assimilatrices, la survivance, le passé rural et religieux, le déclin, l'arrivée de nouveaux immigrants... Un projet de société pourrait se dessiner, mais des entraves apparaissent, la communauté d'accueil manque à l'appel... L'auteur évoque trois fantômes cachés dans le passé, il fouille dans le «subconscient» collectif, il soulève le conservatisme du milieu, le manque de leadership... En somme, une réalité problématique partagée par d'autres communautés semblables qui trouveront ici une réflexion pertinente.

La perspective engagée du critique est contrée en quelque sorte par celle du fonctionnaire qui occupe néanmoins un poste de leadership en raison de son rôle au sein de l'association qui se dit le porte-parole de la communauté. Son directeur, Denis Perreux, comme s'il répondait au premier, explique au lecteur le processus qui a mené à «l'émergence d'une communauté plurielle» par «une étude de cas en leadership et en partenariat». Partant de l'histoire pour rappeler les faits (explorateurs, colonisateurs, métissage, survivance, érosion, etc.) mais aussi le mandat de son organisme, soit celui «d'intendance sur la vitalité du fait français en Alberta», il passe à l'actualité pour dresser, selon lui, un «portrait franc» de ce qui se vit dans toutes les communautés francophones du Canada, avec certaines particularités pour l'Alberta qui la distinguent en vertu du boum économique qui attire et qui produit une transformation démographique significative. Dans ce contexte, deux visions se confrontent : la première «de souche franco-catholique» avec ce qu'une telle vision suppose ; et l'autre, qui «se mobilise autour d'une identité plutôt cosmopolite», misant sur l'intégration et sur les «institutions d'éducation nonconfessionnelles». La table est mise si l'on peut dire pour voir apparaître des «tensions bipolaires», «discordantes», dont l'exemple emblématique est le changement de nom de l'association qu'on voudrait plus inclusif. Cela donne la mesure des débats, dialectique produisant un «nouvel énoncé de vision» qui augure bien pour l'avenir, dans la mesure également où des sources de leadership dynamiques sont identifiées.